



L'observateur indépendant
du Fonds mondial

Observateur du Fonds Mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 17: 19 août 2015

OFM est une lettre d'information indépendante sur le Fonds mondial.

Pour télécharger les versions Word et PDF de ce numéro, cliquez [ici](#)

[Abonnez-vous](#) à l'OFM ou [ajoutez-le à votre abonnement](#).

Si votre logiciel de messagerie affiche mal ce courriel [visualisez-le comme une page web](#).

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Ecrivez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE:

1. ACTUALITES : Transparence et simplification des processus d'audits: ce que veulent les partenaires de mise en oeuvre, les organismes de surveillance et le Bureau de l'Inspecteur général

Les partenaires de mise en oeuvre déplorent un nombre excessif d'audits et de rapports en raison de l'existence de multiples entités ; les organismes de surveillance et le Bureau de l'Inspecteur général ont du mal à accéder à des données fiables au niveau des pays, ce qui rend difficile la vérification des programmes et des dépenses.

2. ACTUALITES : De plus en plus d'organismes de surveillance en mal de financement deviennent récipiendaires du Fonds mondial

Lors de l'atelier consacré aux organismes de surveillance organisé par Aidspan à Nairobi auquel une cinquantaine de personnes ont participé, ces derniers ont exprimé leurs difficultés à

trouver des financements. Alors qu'un certain nombre d'entre eux deviennent récipiendaires du Fonds mondial, il est nécessaire de formuler une stratégie pour gérer les conflits d'intérêt.

3. INTERVIEW: Un lien est à créer entre le Bureau de l'Inspecteur général et les organismes de surveillance locaux

Etienne Michaud est responsable principal de la stratégie et des politiques au Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial. Selon lui, un lien est à établir avec les organismes de surveillance locaux dans un contexte où le BIG cherche à consolider son réseau de lanceurs d'alerte.

4. ACTUALITES : Au Kenya, la décentralisation perturbe le suivi et l'évaluation

La décentralisation mise en place en 2013 provoque des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, des ruptures de stocks au niveau des structures de santé ainsi que des lacunes dans le suivi et l'évaluation ce qui pourrait avoir un impact sur les programmes du Fonds mondial.

5. ACTUALITES : Dans la lutte contre le VIH, le Sénégal met l'accent sur les populations clés

Dans un contexte de réduction des financements, le Sénégal met l'accent sur les populations clés et la mobilisation de ressources alternatives.

6. ACTUALITES : En Tanzanie, une organisation enquête sur les ruptures de stocks d'antirétroviraux

Sikika, une ONG tanzanienne dévoile [les raisons des ruptures de stock](#) en antirétroviraux en 2014, qui ont mené à des rationnements dans les traitements et des changements de médicaments entraînant des effets secondaires chez certains patients.

ARTICLES:

1. ACTUALITES : Transparence et simplification des processus d'audits: ce que veulent les partenaires de mise en oeuvre, les organismes de surveillance et le Bureau de l'Inspecteur général

Angela Kageni

19 août 2015

Une table ronde au sujet de la gestion des subventions du Fonds mondial, de la mise en oeuvre et de la traque des résultats dans les pays récipiendaires

Durant un atelier de deux jours, des organismes de surveillance d'une dizaine de pays (Burundi, Cameroun, Ghana, Nigeria, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe) ont pointé du doigt les principales difficultés auxquelles ils faisaient face pour procéder à un suivi des programmes du Fonds mondial.

Le deuxième jour, ils ont été rejoints par quelques récipiendaires principaux issus de gouvernements ou d'ONG ainsi que par un représentant du Bureau de l'Inspecteur général. Les participants ont discuté sur la gestion des programmes et les difficultés de la mise en oeuvre et de la surveillance. Ils ont également passé en revue de quelle manière les organismes de surveillance, les bureaux nationaux de l'auditeur général, les comités parlementaires peuvent être utiles et non constituer des obstacles à la mise en oeuvre des programmes et au suivi des résultats.

Les participants ont aussi souligné la nécessité de promouvoir un meilleur accès aux données dans les pays.

Les partenaires de mise en oeuvre ont affirmé que la multiplicité des entités chargées de procéder à des audits et du suivi constituait une perte de temps et de moyens. Dans certains pays, les récipiendaires principaux sont censés rendre compte à une dizaine d'entités (auditeurs de projet, agents fiduciaires, agents locaux du Fonds mondial (LFA), équipes pays du Fonds, ICN (et dans certains cas, le comité de surveillance de manière séparée), équipes du ministère de la Santé, partenaires de développement qui font des visites de terrain, comités parlementaires, bureaux nationaux d'audit et commissions anti-corruption.

Les participants ont suggéré aux pays de simplifier leurs structures nationales en choisissant de travailler avec une sélection des plus efficaces.

« Quand avons-nous le temps de mettre les programmes en œuvre ? Il faut que ce suivi soit coordonné et simplifié », a recommandé un récipiendaire principal. « Les instances de coordination nationales pourraient par exemple assister aux réunions des LFA au lieu de faire leurs propres visites de terrain. Ces visites pourraient être faites de manière conjointe pour réduire leur nombre ».

« Nous ne pouvons pas tout recommencer à zéro à chaque visite. Ca devient épuisant. Toutes ces structures devraient se parler. Parfois, cela nous prend un temps énorme pour leur fournir ce qu'ils demandent. Il y a une lassitude par rapport à ces audits », a ajouté un autre récipiendaire principal.

De leur côté, les organismes de surveillance chargés de faire un suivi des investissements du Fonds leur ont renvoyé la balle en affirmant que l'absence de données fiables et vérifiables au niveau des sous-récepteurs et sous-sous récepteurs compliquait leur travail. Le Bureau de l'Inspecteur général a fait état de la même préoccupation.

« Tous les partenaires au niveau des pays devraient faire preuve du même niveau de transparence que le Fonds mondial », a remarqué Etienne Michaud, responsable principal de la stratégie et des politiques au Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial. « Si les données des programmes au niveau le plus local ne sont pas disponibles de manière plus transparente, en ligne comme le fait le Fonds mondial par exemple, le suivi des résultats ne s'améliorera pas. Cela permettrait de simplifier les processus d'audit et mieux les coordonner », a-t-il conclu.

Parmi les autres difficultés soulignées par les participants : l'absence d'un financement transparent pour les organismes de surveillance locaux, une concurrence malsaine entre les RP et les SR pour les ressources et l'absence de clarté concernant le rôle et le mandat des instances de coordination nationales.

Les organismes de surveillance ont observé que bien souvent les ICN n'étaient pas capables d'exiger des RP qu'ils rendent des comptes. « L'ICN a le pouvoir de supprimer le financement d'un récipiendaire en prenant n'importe quelle excuse », a affirmé James Kamau, responsable d'un organisme de surveillance au Kenya.

« La surveillance au sein du système du Fonds mondial n'est pas reconnue officiellement et de nombreux organismes impliqués dans le dialogue pays et dans l'élaboration de la note conceptuelle ont relâché leur vigilance », a déclaré Felix Mwanza de Zambie.

« Un certain nombre sont devenus récepteurs. Le Fonds mondial devrait maintenir un groupe d'organismes indépendants qui puissent faire un travail continu. Il faut réfléchir à des systèmes de financement innovants », a-t-il conclu.

Des liens plus structurés entre les organismes de surveillance locaux et le Bureau de l'Inspecteur général sont nécessaires, ce que le Bureau lui-même reconnaît (voir interview d'Etienne Michaud).

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

2. ACTUALITES : De plus en plus d'organismes de surveillance en mal de financement deviennent récipiendaires du Fonds mondial

Stéphanie Braquehais

19 août 2015

Comment gérer les conflits d'intérêt

« Notre mission a toujours été de surveiller les activités du Fonds mondial, affirme Felix Mwanza de l'organisation TALC qui milite pour un meilleur accès aux soins pour les personnes atteintes de VIH en Zambie. C'est pourquoi je n'aurais jamais pensé que nous deviendrions un de ses récipiendaires. Mais, si vous avez faim et que quelqu'un vous tend une assiette de nourriture, qui êtes-vous pour ne pas en prendre une bouchée ? ».

Si l'analogie provocatrice de cet activiste chevronné provoque des rires dans l'assemblée, elle résume bien les préoccupations soulevées par de nombreux participants lors de l'atelier organisé par Aidspace début août à Nairobi au Kenya sur le rôle des organismes de surveillance dans la galaxie des programmes du Fonds mondial.

Un grand nombre de ces organisations ont exprimé leurs difficultés à trouver des financements. « Les bailleurs sont plus intéressés par les prestations de services que par la surveillance des activités, constate Mercy Bosha, de Citizens Health Watch basé au Zimbabwe. » Même son de cloche du côté du Cameroun. « Nous dépendons des appels à projet. Les financements sont souvent à court terme. Quand ils s'arrêtent, c'est toutes les activités qui s'arrêtent. Du coup, nous avons du mal à évaluer notre impact et à assurer une continuité », témoigne Sammey Jessie Fernanda, de l'organisation For Impact in Social Health.

La question des droits de l'homme est affichée comme une priorité pour beaucoup de donateurs. Dans ce sens, un participant estime que les organismes de surveillance devraient s'engouffrer dans la brèche pour obtenir des financements, la santé étant étroitement liée aux droits de l'homme.

« Les donateurs ont une vision parfois trop restreinte des questions sanitaires et ne voient pas forcément le lien avec les droits de l'homme », déplore Mercy Boshu.

Ces difficultés poussent un certain nombre d'organismes à devenir récipiendaires du Fonds mondial, ce qui pose des questions sur la manière de gérer les conflits d'intérêt qui pourraient survenir.

« Nous n'allons pas nous arrêter d'aboyer. Nous n'allons pas oublier qui nous sommes. Mais nous allons devoir être très vigilants sur nos activités », reconnaît Felix Mwanza qui confie ne pas vouloir que « dix années de travail acharné partent en fumée ».

Au cours des débats, des recommandations ont ainsi été faites pour assurer la pérennité du travail de surveillance, en parrainant d'autres organisations et en apprenant à « passer le relais ». « Nous avons besoin d'une stratégie claire pour que les parties prenantes comprennent bien notre position », déclare Félix Mwanza.

Certains participants ont également noté que le fait de « passer de l'autre côté » n'est pas forcément négatif, puisque devenir récipiendaire est un moyen de comprendre de l'intérieur et de manière concrète les défis qui se posent au quotidien pour les partenaires de mise en œuvre des programmes du Fonds mondial.

Etienne Michaud, responsable principal de la stratégie et des politiques au Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial, estime pour sa part que le Fonds mondial a tout intérêt à travailler de plus en plus avec des organismes « dont le mandat premier est la transparence », même s'il reconnaît que le Bureau perd ainsi des relais potentiels dans les pays pour l'alerter sur des irrégularités (lire notre interview dans le même numéro).

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

3. INTERVIEW: Un lien est à créer entre le Bureau de l'Inspecteur général et les organismes de surveillance locaux

Stéphanie Braquehais

19 août 2015

Beaucoup d'alertes qui se traduisent par peu d'enquêtes.

Etienne Michaud est responsable principal de la stratégie et des politiques au Bureau de l'Inspecteur général du Fonds mondial. Selon lui, un lien est à établir avec les organismes de surveillance locaux dans un contexte où le BIG cherche à consolider son réseau de lanceurs d'alerte.

Le Bureau de l'Inspecteur général n'a pas de présence sur le terrain. N'aurait-il pas intérêt à travailler avec ces organisations qui sont sur le terrain ?

Nous dépendons entièrement des lanceurs d'alerte, ce qui veut dire que nous consacrons beaucoup de temps et de moyens à vérifier que telle ou telle allégation mérite bien une enquête. Il faut d'abord s'assurer que l'information est solide, qu'elle concerne bien le Fonds mondial... L'alerte initiale ne contient jamais assez d'informations. Du coup, ça nous prend plus de temps qu'on ne le voudrait pour s'assurer de la validité et de la fiabilité des informations. Plus le temps passe, plus il est difficile de trouver des sources et des documents. Si nous avions des relais plus solides dans les pays, nos alertes seraient forcément plus pertinentes et nous perdriions moins de temps à les vérifier. Il manque un pont entre nous et ces organisations. Pour l'instant, le taux de conversion est insuffisant : 45 enquêtes sur 157 allégations en 2014. Il est encore plus faible en terme de nombre de rapports publiés. L'objectif que nous nous sommes fixés à travers la campagne « Speak up », c'est justement d'être plus proactifs et d'améliorer les canaux d'information. Nous voulons être en mesure de réagir beaucoup plus tôt pour traquer les irrégularités au plus petit niveau avant qu'elle n'entraîne des problèmes plus importants. Cette campagne vise à encourager les gens à dénoncer les fraudes. Pour le moment, il s'agit d'un projet pilote dans trois pays, la Côte d'Ivoire, le Malawi et l'Ukraine. Mais nous aimerions l'élargir dans le futur.

Pourquoi les organismes de surveillance sont-ils absents du paysage du Fonds mondial ?

Il est vrai que ce ne sont pas des acteurs formellement intégrés. Le Fonds mondial ne les prend pas assez en compte. Certains font parfois partie des instances de coordination nationales mais nous touchons là au rôle et à la composition même de ces instances qui ne sont pas clairement définis et

harmonisés entre les pays. Les ICN ont un mandat de surveillance et de coordination des programmes, mais ils n'ont pas tous la même perception de leur rôle, les mêmes ressources ou le même niveau d'indépendance et le même pouvoir d'action selon les pays. C'est certainement une réflexion que le Secrétariat aurait intérêt à mener. L'un des aspects positifs du Nouveau Modèle de Financement, c'est de clarifier et renforcer les attentes envers les ICN et les inciter à être mieux coordonnées et à être plus efficaces.

Ces groupes n'ont pas toujours une stabilité institutionnelle assez longue pour assurer une action pérenne. Leur performance est aussi très variable. Il faudrait pouvoir identifier ceux qui sont vraiment solides et qui sont à même de jouer un plus grand rôle dans ce domaine. Il serait intéressant par exemple que ces organismes jouent un rôle au niveau communautaire là où les besoins sont les plus pressants. Ça permettrait d'améliorer les activités de suivi et d'évaluation à ce niveau. Pour l'instant, le système de per diem et de reçus implique de la paperasse très facile à falsifier et impossible à vérifier, ce qui décrédibilise le processus.

Pourquoi n'existe-t-il pas un système de financement systématique de ces organismes au sein du Fonds mondial ?

Il existe déjà un financement pour les groupes d'assistance juridique, mais c'est vrai qu'il y aurait sûrement des pistes à explorer pour intégrer le financement des organismes de surveillance dans les subventions du FM.

N'est-il pas préoccupant qu'un nombre croissant d'organismes de surveillance deviennent récipiendaires et ne puissent donc pas continuer leur activité de surveillance ? le Bureau de l'Inspecteur général ne risque-t-il pas de perdre des relais potentiels ?

C'est en effet une question que l'on peut se poser. Ceci dit, le phénomène peut être vu aussi comme un point positif pour le Fonds mondial qui finance des organismes dont le mandat premier est la transparence. Le Fonds mondial peut bénéficier de leur expertise dans ce domaine. Même si bien évidemment, tous les partenaires dans la mise en œuvre devraient se sentir concernés par la question de la surveillance et des lanceurs d'alerte.

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

4. ACTUALITES : Au Kenya, la décentralisation perturbe le suivi et l'évaluation

Stéphanie Braquehais

19 août 2015

Manque de formation et problèmes dans la gestion des priorités au niveau des cantons.

Au Kenya, la décentralisation mise en place en 2013 a transféré un certain nombre de responsabilités aux 47 cantons. A l'origine, le but était d'améliorer l'efficacité des services fournis aux citoyens et permettre à ces derniers d'avoir plus d'influence dans les processus de décision. Mais dans le secteur de la santé, cette décentralisation a entraîné des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et la collecte de données et des indicateurs, ce qui selon plusieurs observateurs, pourrait avoir un impact sur les programmes du Fonds mondial.

L'année dernière, le Kenya a connu une rupture de stocks en antituberculeux de première ligne car les cantons, en l'absence de directives claires du ministère de la Santé, avaient utilisé les fonds pour d'autres besoins. Après avoir épuisé toutes ses réserves, le pays a dû emprunter en urgence des médicaments au Malawi et demander de l'aide au [Service Pharmaceutique mondial \(GDF\)](#).

Selon John Ochero, gestionnaire du portefeuille Kenya, des mesures ont été prises pour que le problème ne se répète pas. « Pour les subventions du Fonds mondial, l'approvisionnement continuera à être fait au niveau central à travers l'agence KEMSA (l'autorité kenyane d'approvisionnement en médicaments). Le même système sera appliqué dans le domaine du renforcement des structures de santé. Le ministère des Finances passe par le ministère de la Santé et les départements de santé au niveau des cantons sans que les subventions ne transitent par les comptes bancaires des cantons, donc nous ne prévoyons pas de problèmes. » Il estime que la décentralisation n'affecte pas les programmes du Fonds mondial de manière significative.

Cet optimisme n'est cependant pas partagé par tous. « Si la décentralisation a un impact sur le système de santé dans sa totalité, elle a forcément un impact sur les programmes du Fonds mondial », estime Nelson Otwoma, directeur exécutif de Nephak, le réseau des personnes vivant avec le VIH, une organisation membre du KCM, l'instance de coordination nationale.

Visite de terrain du KCM

Pour constater cet impact, le KCM a effectué plusieurs visites de terrain. Durant l'une d'elles couvrant 16 sites dans deux cantons (Homa Bay et Vihiga) en mai-juin dernier, le comité de surveillance du KCM a ainsi constaté des ruptures de stocks dans de nombreuses structures de santé. « Les ruptures de stocks d'antipaludiques étaient flagrantes dans les deux cantons et l'approvisionnement en suppléments nutritionnels et en Isoniazide était inadéquat » peut-on lire

dans le résumé de ce rapport qu'Aidspan a pu se procurer. Une des pistes de réflexion au sein du KCM porte sur la manière d'impliquer les cantons afin qu'ils prennent part aux discussions qui ont lieu au sein de l'instance.

L'approvisionnement en antipaludiques relève toujours du gouvernement central, mais les cantons sont responsables des approvisionnements additionnels en cas d'épidémies ou de ruptures de stock. Or, en raison d'un problème de capacités et de gestion des prévisions, les priorités ne sont pas toujours bien identifiées et il arrive que les cantons n'incluent pas cette ligne cruciale dans leur budget.

Entre avril et juillet dernier, une épidémie de paludisme a fait près de 40 morts dans un contexte de rupture de stocks de médicaments dans les centres de santé et les hôpitaux publics à Kakaméga dans l'Ouest du pays, « Je suis en colère : ces morts auraient pu être évitées car les ressources sont là », déplore Evelyn Kibuchi, chargée des programmes à Kanco (consortium d'ONG au Kenya).

Dans la note conceptuelle TB/VIH datée du 29 janvier 2015, la nécessité de renforcer les capacités des pharmacies cantonales en charge de l'approvisionnement en médicaments a ainsi été pointée du doigt. Il est prévu une aide spécifique (180 000 dollars) afin de les former à maîtriser le Système d'Information en Gestion Logistique (SIGL) pour mieux connaître les besoins et donc de mieux établir les prévisions. Les pharmacies seront également conviées aux réunions préparatoires des rapports trimestriels pour partager leurs informations sur les besoins en médicaments mais aussi faire part des difficultés qu'elles rencontrent.

Retards et lacunes dans le suivi et l'évaluation des programmes

Le rapport du KCM évoque également des problèmes dans la collecte de données, le suivi et l'évaluation. « Les données collectées par les volontaires communautaires n'ont pas été capturées de manière exhaustive dans le système d'information sur la santé au niveau du district (DHIS) ».

Bernard Langat chargé de programme au Ministère des Finances, Récipiendaire Principal du Fonds mondial abonde dans le même sens. « Un des défis liés à la décentralisation concerne les retards et la qualité variable de la collecte des données, déclare-t-il. Si vous ne savez pas combien de médicaments vous consommez, il est impossible de faire des prévisions basées sur la réalité de terrain »

Selon Peter Messoh, cadre supérieur des finances au ministère de la Santé, certains cantons n'ont pas encore créé d'unités de suivi et évaluation. « Et pour ceux qui ont créé cette unité, le rythme de collecte de données et des indicateurs est trop lent, ce qui a un impact sur les résultats fournis par le

gouvernement central au Fonds mondial ».

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

5. ACTUALITES : Dans la lutte contre le VIH, le Sénégal met l'accent sur les populations clés

Assane Touré

19 août 2015

Le pays cherche à développer de nouvelles stratégies de financement

Le Sénégal est souvent cité en référence pour ses bons résultats dans la lutte contre le VIH, (depuis 2001, la baisse des nouvelles infections est de 70%), mais l'heure est à la rationalisation des ressources.

Le Docteur Safiatou Thiam, Secrétaire Exécutive du Conseil National de Lutte contre le Sida au Sénégal (CNLS), l'un des récipiendaires principaux du Fonds mondial, estime qu'il faut considérer « cette baisse comme une opportunité pour aller vers de nouveaux programmes et de nouvelles stratégies ».

Si la prévalence est au niveau de la population générale est faible (0,7 %), elle reste élevée au niveau des populations clés: les hommes qui ont des relations sexuelles avec les hommes (HSH : 18,5%) les professionnels du sexe (PS : 19,5 %) et les usagers de drogue 5,4% avec un fort taux chez ceux qui se droguent par injection (CIDI : 9,2%). L'épidémie est surtout concentrée au Sud et au Sud-Est, des zones où il y a des mines, des sites touristiques et d'orpaillage et qui sont frontalières avec des pays dont la prévalence est élevée parmi la population générale (Guinée, Guinée-Bissau et Gambie).

L'accent sur les populations clés

Dans sa note conceptuelle pour le VIH, le Sénégal met donc l'accent sur les populations clés. L'objectif du Plan National Stratégique 2014-2017 est de réduire de 50% les nouvelles infections avec au moins 85% des populations clés adoptant un comportement à moindre risque. Or, les défis restent nombreux en raison de la stigmatisation dont ces populations font l'objet. Le taux de

« perdus de vue » (ceux qui abandonnent leur traitement) chez les HSH est très élevé et, si la prostitution est légale au Sénégal, elle reste avant tout clandestine, ce qui nécessite d'offrir des soins permettant d'aller à la rencontre de ces populations (cliniques mobiles ou encore ciblage des « hotspots »). Pour les CDI, la priorité est de finaliser l'équipement du Centre de prise en Charge Intégrée des Addictions (CEPAD) à Dakar, la capitale, renforcer le programme de distribution des seringues et offrir un traitement de substitution à la méthadone.

Au niveau du CNLS, la priorité est mise sur six régions (Dakar, Ziguinchor, Kolda, Sedhiou, Tamba, Kedougou) où les programmes de mise en œuvre concernent les populations clés (HSH, PS et CDI), la Prévention de la Transmission Mère Enfant, la prise en charge par traitement antirétroviraux, la prévention chez les groupes vulnérables ainsi qu'un programme sur les droits humains, le genre et le renforcement des systèmes communautaires.

La rationalisation des ressources contraint à abandonner certains programmes. Rokhaya Nguer, présidente du conseil d'administration de l'ANCS, récipiendaire principal du Fonds mondial, déplore notamment « la suppression de la prise en charge nutritionnelle des personnes vivant avec le VIH et des Orphelins et Enfants rendus vulnérables par le VIH/sida ». Elle estime également que le budget dédié au renforcement du système communautaire est trop faible (478.642 euros avec le Nouveau Modèle de Financement contre 1,9 millions pour la première phase du round 9 et 1.2 millions pour la seconde phase).

Mobiliser d'autres sources de financement

Le coût du Plan National stratégique est évalué à près de 116 millions d'euros dont 80% sont assurés par les partenaires de développement. En juin dernier, le Fonds mondial a alloué 19 millions de dollars au pays. Cette subvention couvre près de 20% du budget global ce qui suscite de l'espoir mais aussi de l'inquiétude concernant la mise en œuvre des activités.

Pour combler les lacunes sur le plan financier, le Sénégal prévoit dans sa note conceptuelle de développer de nouvelles stratégies dans la mobilisation des ressources comme les partenariats public-privé, l'implication des collectivités locales, les partenariats avec des institutions régionales et la rationalisation des ressources.

Cependant, Safiatou Thiam tire la sonnette d'alarme. « Il est regrettable que le Fonds mondial diminue les ressources du Sida au Sénégal sous prétexte que le pays est à faible morbidité. Nous sommes un pays pauvre et nous ne pouvons pas nous baser sur la prévalence de la population générale. Nous espérons qu'à l'évaluation du Nouveau Modèle de Financement, certains réajustements se feront. ».

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

6. ACTUALITES : En Tanzanie, une organisation enquête sur les ruptures de stocks d'antirétroviraux

Angela Kageni

19 août 2015

Une mauvaise mise en œuvre du système d'achat groupé du Fonds mondial, un manque de communication et de coordination entre les organisations nationales ont entraîné les ruptures de stocks d'antirétroviraux

Sikika, une ONG tanzanienne dévoile [les raisons des ruptures de stock](#) en antirétroviraux en 2014, ruptures qui ont mené à des rationnements dans les traitements et des changements de médicaments. Ces changements ont entraîné des effets secondaires chez certains patients. Parmi les raisons de ces ruptures : une mauvaise gestion des stocks, des problèmes de mise en œuvre du mécanisme d'achat groupé du Fonds mondial et une incapacité à respecter les procédures et les directives du gouvernement.

Le rapport explique que les acteurs se renvoient la balle : les partenaires de développement mettent en cause le gouvernement tandis que celui-ci pointe du doigt le service d'appui aux opérations d'achat (PPM) du Fonds mondial.

La Tanzanie est membre du PPM depuis 2013. Initialement, sa participation était volontaire et le but était d'acheter les produits sanitaires pour les trois maladies, bénéficiaire de tarifs réduits et écourter les processus d'approvisionnement. Cependant, des problèmes grandissants dans le système d'achat et une mauvaise communication entre les partenaires de mise en œuvre et les agences gouvernementales ont rendu cette participation obligatoire.

Sikika met en évidence le manque d'efficacité du mécanisme, marqué par des retards dans la livraison des produits, mais aussi dans le réenregistrement des permis expirés d'antirétroviraux par l'Autorité des médicaments et des produits alimentaires de Tanzanie (TFDA). Au même moment, les ruptures de stock sur le marché international n'ont fait qu'amplifier le phénomène.

« Le Fonds mondial s'attendait à des livraisons anticipées, mais les procédures de diverses

institutions les ont retardées», affirme le ministère de la Santé dans ce rapport.

Certains acteurs attribuent les ruptures de stocks au fait que la Tanzanie dépend trop de l'argent des donateurs. Les députés ont recommandé au gouvernement de s'engager à verser plus d'argent pour être capable de répondre à de telles urgences. Le Fonds mondial et PEPFAR couvrent 86% du budget total pour le VIH, les achats d'antirétroviraux tombant sous la responsabilité du Fonds mondial.

Pour ce rapport, les chercheurs ont enquêté dans sept régions, y compris Dar es Salaam, la plus grande ville du pays.

Les structures de santé étaient dans l'incapacité de fournir les produits sanitaires de routine et les stocks individuels ont dû être réduits de moitié. Certains patients ont dû consommer des médicaments de marque différente, ce qui a entraîné des effets secondaires (vertige, problèmes de tension, baisse du taux de CD4) et donc une baisse de l'adhérence.

Sikika recommande au gouvernement d'informer le public en cas de changement de directives sur l'approvisionnement en antirétroviraux afin d'éviter « l'inquiétude et la spéculation » et une meilleure communication entre les prestataires de service et les usagers d'une part mais aussi entre les partenaires de mise en œuvre eux-mêmes. L'organisation demande également au Fonds mondial de « prendre en compte les critiques des maîtres d'œuvre du système PPM » en Tanzanie afin de repenser les mécanismes d'achat.

Lire l'article [en anglais](#). Read this article [in English](#).

[Cet article a été publié le 19 août 2015.]

Pour commenter cet article, cliquez [ici](#).

[HAUT](#)

Voici le numéro 17 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds Mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire à la rédactrice en chef adjointe, Stéphanie Braquehais (stephanie.braquehais@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez vous sur www.aidspan.org.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions

[\(http://www.theglobalfund.org/fr/\)](http://www.theglobalfund.org/fr/).

Aidspan (www.aidspan.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur du Fonds et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds mondial et en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « source : lettre d'information de l'Observatoire du Fonds Mondial (www.aidspan.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Les archives de l'OFM sont accessibles sur www.aidspan.org/gfo

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

Droits d'auteurs © 2015 par Aidspan. Tous les droits réservés.

[HAUT](#)